

Les subsides

M. Lewis: Heureux de vous entendre parler de la question!

M. Blenkarn: Si au début le gouvernement ne s'était pas mêlé de cette affaire, il n'y aurait pas eu de problème.

M. de Jong: Mon ami conservateur prétend que si au début le gouvernement ne s'en était pas mêlé, il n'y aurait pas eu de problème.

M. Blenkarn: Bien sûr que non.

M. de Jong: Monsieur l'Orateur, c'est ce genre de raisonnement qui m'étonne chez mes amis conservateurs. Le problème, c'est qu'ils essaient de jouer sur les deux tableaux, mais, malheureusement, ça ne prend pas.

Comme la technologie évolue rapidement, il faut à tout prix tenir compte des préoccupations du public et protéger ses intérêts, particulièrement . . .

M. Blenkarn: Qui le fera? Le policier?

M. de Jong: Mon ami veut savoir qui le fera? Il n'y a qu'un organisme qui a le devoir ultime de protéger le public, en l'occurrence le Parlement.

M. Blenkarn: Encore des policiers.

M. de Jong: Cela veut dire aussi les divers échelons de gouvernement et le secteur public. Si les conservateurs n'arrivent pas à le comprendre, ils pourraient au moins avoir l'honnêteté de le reconnaître.

M. Blenkarn: Nous le comprenons.

Mlle Jewett: Ils jouent sur les deux tableaux.

M. de Jong: L'histoire du Canada a toujours imposé un rôle important au secteur public, du point de vue économique au moment de la construction du CP, par exemple, et, du point de vue culturel, pour la création d'organismes comme Radio-Canada. Les Canadiens ont toujours reconnu que si l'on avait compté uniquement sur les forces du marché, les provinces canadiennes auraient été rapidement annexées par les États-Unis.

M. Blenkarn: C'est ridicule!

M. de Jong: Le secteur public doit faire un effort conscient pour permettre au pays de résister à cette attraction de notre voisin du Sud. La même situation existe dans le domaine de la recherche industrielle. Les conservateurs veulent que l'on s'adonne davantage à la recherche et au développement et sur ce point, je suis tout à fait d'accord avec eux. Seulement, comment que proposent-ils qu'on y parvienne?

● (2050)

Toutes les études entreprises sur cette question montrent que le secteur privé canadien n'investit pas autant dans la recherche et le développement que les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Une voix: D'où tenez-vous cela?

M. de Jong: Toutes les études sur la question montrent que la vassalisation qui caractérise notre économie va à l'encontre de l'essor de notre industrie. Et cela, des économistes, des sociologues et des comptables l'ont prouvé. Ce n'est pas de la propagande, ce n'est pas de la politique. Ce sont des faits. C'est la réalité avec laquelle nous sommes confrontés.

Quelles solutions s'offrent à nous et comment pouvons-nous les mettre en œuvre? Aucun des discours que nous avons entendus aujourd'hui, pas plus que la motion d'ailleurs, n'offrent de réponse à cette question.

Une politique industrielle et sociale s'impose. De nombreux pays occidentaux connaissent un taux de chômage élevé et il est peu probable que la situation s'améliore dans un proche avenir. Il semble que l'économie des pays occidentaux ait atteint un plateau. De nombreux pays mettent actuellement le paquet sur le seul secteur prometteur à l'heure actuelle, celui de la technologie de pointe.

Ce qu'il y a de contradictoire, c'est que la plupart des techniques de pointe vont créer du chômage. Les nouvelles techniques de miniaturisation vont amener le licenciement de centaines de milliers d'employés de bureau. Ce qu'il nous faut, que nous le voulions ou pas, c'est une politique nationale tant sociale qu'économique en cette aube du XXI^e siècle. En gros, deux solutions s'offrent à nous: soit procéder au petit bonheur la chance, en tâchant de régler les problèmes au fur et à mesure qu'ils surgissent; soit de s'adapter aux changements et d'élaborer les stratégies nécessaires pour contrôler ce rythme et le sens des changements de façon à réduire au maximum des contrecoups qu'ils ont sur l'homme. Ce sont les deux choix qui nous sont offerts.

J'estime qu'en adoptant une stratégie nationale socio-économique on pourrait rapprocher les chefs d'entreprise, les travailleurs, les universitaires et les scientifiques. Il faut des compromis et de la coopération. Si nous voulons survivre, la coopération est essentielle car ces nouvelles technologies sont imminentes et elles auront un effet à la fois positif et négatif sur notre société. Or, les libéraux accumulent gaffe sur gaffe. Au rythme où vont les choses, ce petit jeu va se poursuivre jusqu'au 21^e siècle.

M. Stevens: Ils s'en tiennent à votre politique.

M. de Jong: Mon collègue du parti conservateur affirme qu'ils s'en tiennent à notre politique. Pour ma part, j'estime que les libéraux n'ont réussi qu'à discréditer le gouvernement. Des années de mauvaise administration ont terni la réputation du secteur public et j'en rends les libéraux responsables. À l'instar des conservateurs, les libéraux n'ont jamais cru que le secteur public avait un rôle important à jouer dans la gestion de l'économie. Voilà pourquoi ils accumulent bévues sur bévues.

Nous sommes au seuil du 21^e siècle, nous sommes au seuil d'une poussée technologique, que nous le voulions ou non, car d'autres vont nous l'imposer. En fait, beaucoup de pays investissent des sommes énormes dans la recherche et le développement. En France par exemple, des ententes conclues entre les travailleurs, les entreprises et le gouvernement ont permis d'accroître massivement les dépenses à ce chapitre. On peut s'attendre à un déblocage gigantesque dans le domaine de la micro-technologie et de la bio-ingénierie. Ils vont avoir recours massivement à des programmes du genre Telidon. Que nous le voulions ou non, le Canada va entrer dans le 21^e siècle. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure nous y serons prêts.